



Déclaration de la FSU au CDEN du 8 novembre 2018

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Cette rentrée scolaire ainsi que l'examen prochain du projet de loi de finances le montrent. Là où il faudrait des investissements massifs en faveur de l'Éducation afin de pouvoir prendre la mesure des enjeux de ce siècle, ce gouvernement, dont la politique semble davantage recouper les intérêts de la finance plutôt que de la Nation, n'a qu'une obsession en-tête : **l'austérité budgétaire**.

La mesure phare du ministère Blanquer concerne les **dédouplements des classes de CP et CE1** en éducation prioritaire. Comme nous l'avons souligné lors des dernières instances, si nous louons évidemment le dédoublement des classes de CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire et si nous prenons acte de l'évolution de la démographie scolaire dans notre département, nous rappelons l'engagement de la FSU en faveur de la diminution des effectifs par classe dont on sait à quel point elle constitue un élément déterminant dans la réussite de nos élèves.

A ce titre, on ne peut que déplorer que ces créations de postes se soient faites aux dépens des autres classes de ces écoles, de l'école rurale, du remplacement, du dispositif « Plus de maîtres que de classes » ou bien encore des postes du RASED... Au plan national, la dotation de 2 325 postes annoncée pour la rentrée 2019 ne couvrira pas l'ensemble des besoins en RASED ou en remplacement et surtout ne permettra pas l'abaissement des effectifs dans toutes les classes. Nous avons calculé qu'avec seulement 2 000 postes supplémentaires par rapport aux postes nécessaires pour dédoubler les seules classes de CP et CE1 en Education Prioritaire, on pourrait abaisser à 20 élèves par classe, du CP au CM2 dans TOUTE l'Éducation prioritaire. Pour la FSU, il y a donc nécessité urgente à investir dans l'école pour **réduire les effectifs d'élèves partout**.

Du reste, la FSU tient à souligner que cette rentrée s'est clairement déroulée dans un contexte de **dégradation des conditions de travail** des enseignants du premier comme du second degré. Dans le premier degré, cette dégradation est infailliblement liée à la question des effectifs par classes, trop souvent surchargées.

Même si le dernier CDEN a pu régler des situations urgentes suite à la proposition de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, il reste de trop nombreux cas en souffrance (je pense notamment aux cas des écoles Pierre Brossolette élémentaire et René Cassin maternelle à Riom ou bien encore à l'école maternelle de Chanonat pour ne donner que quelques exemples emblématiques). Trop souvent les directeurs et les directrices, au prix d'une explosion de leur temps de travail, sont confrontés à des situations inextricables et croulent sous la multiplication des tâches administratives. Cette situation ne peut pas durer plus longtemps.

Dans le second degré, le SNES-FSU dénonce plusieurs points.

- Le **mépris** dans lequel sont tenus les professeurs, CPE, AED, psy-EN qui transpire de tous les rapports publiés à l'image du peu de considération que montre le Président de la République pour tous les corps intermédiaires.

- **2 650 postes d'enseignants** du second degré **en moins** au budget 2019 qui sera voté en novembre pour 32 000 élèves en plus ! Et le gouvernement prévoit d'ores et déjà de nouvelles suppressions en 2020 et 2021.

- Le choix des enseignements dans les lycées qui entraînera des **suppressions de postes et la mise en concurrence des disciplines** et des lycées. Une année de Première dès l'an prochain amputée par des évaluations dans le cadre d'un baccalauréat local fait craindre un alourdissement sans précédent de la charge de travail et un changement profond du métier.

- Une forte **hausse des effectifs** tant en collège (démographie) qu'en lycée (réforme).

- La communication gouvernementale qui de nouveau évoque la **mise en place « d'écoles du socle »** (collège et écoles fusionnés), la polyvalence disciplinaire et l'augmentation du temps de travail des enseignants.

- La **professionnalité des Psy-EN** remise en cause avec la disparition programmée des CIO, leur lieu de travail, et la tentative d'inféoder l'orientation aux intérêts économiques de court terme, le transfert des DRONISEP aux régions.

- La volonté de différencier la **gestion des CPE** de celle des enseignants qui briserait les équipes éducatives et serait une atteinte grave au métier de CPE.

Cette rentrée est également marquée par le **retour d'évaluations nationales** pour tous les élèves de CP et de CE1. Items inadaptés, temps de passation limité, aides non autorisées, elles mettent les élèves en difficulté. Qui plus est, elles cantonnent les enseignantes et enseignants à la saisie des réponses, ils et elles se retrouvent ainsi dépossédés de leur analyse. Là encore, la professionnalité des enseignants et enseignantes est mise à mal...

Le SNUipp-FSU dénonce le fait que ce protocole, articulé aux différentes prescriptions concernant la lecture, fasse glisser le métier d'enseignant d'un métier de conception vers un métier de simple exécution.

Ces évaluations ne permettront en aucun cas de faire mieux réussir les élèves. Ce n'est pas en alarmant les familles et en renvoyant les enseignants et enseignantes à leur inefficacité présumée que le ministre œuvre pour l'école de la confiance. En voulant faire entrer de force le système éducatif et ses personnels dans la culture de l'évaluation et le pilotage par les résultats, il expose les jeunes élèves au risque d'échecs précoces et cultive la méfiance de leur famille envers l'école.

Au-delà, nous ne sommes pas naïfs et naïves sur les volontés sous-jacentes de mise en concurrence des écoles et plus globalement, de casse du service public. Le SNUipp-FSU comprend et soutient toutes les équipes qui ont choisi de ne pas faire passer ces évaluations, qui se les sont réappropriées en les adaptant à leurs besoins, qui ont préféré étudier elles même les résultats corrigés par leur soin, plutôt que de les saisir dans une application dont le fonctionnement a été quelque peu déficient - pas moins de 17 mails ont été envoyés par l'administration à ce sujet aux collègues - et sur laquelle elles n'ont pas eu la main.

Enfin, la FSU met en garde le gouvernement contre :

- **La casse du statut**, en particulier par la remise en cause du rôle des CAP, CHSCT, et la volonté de recourir désormais à davantage de contractuels plutôt qu'à des personnels titulaires.

- **Une nouvelle réforme des retraites** qui rendrait tout calcul des droits acquis impossible, remettrait en cause le calcul de la pension sur les 6 derniers mois et pénaliserait particulièrement les personnels de l'éducation peu concernés par les primes.

- **La fusion des académies en 13 « régions académiques »** qui préfigure une large déconcentration dépossédant l'Etat et l'exonérant de sa responsabilité de faire respecter le principe constitutionnel d'égalité d'accès à l'éducation.

Améliorer l'école a certes un coût économique, mais dépend également du projet que l'on porte pour elle. Pour la FSU, c'est bien d'une école qui s'attaque aux inégalités scolaires qu'il s'agit. Une école qui fasse sienne l'idée que tous les élèves sont capables de réussir et qui leur en donne les moyens. Et pour ça, l'école primaire française notamment, toujours largement sous-investie, doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour une meilleure formation des enseignants, pour pouvoir abaisser les effectifs, pour disposer des enseignants spécialisés, des remplaçants en nombre suffisant. Mais aussi afin de disposer d'accompagnants pour l'inclusion de chaque élève en situation de handicap, pour déployer les dispositifs de scolarisation des moins de trois ans partout où c'est nécessaire, pour dynamiser le « Plus de maîtres » et pouvoir travailler différemment.

Cette question des moyens, si elle n'est pas la seule réponse, reste incontournable pour améliorer significativement la réussite de tous les élèves. Or, le projet de budget 2019 montre que le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école a besoin.

La FSU, aux côtés de l'ensemble des enseignants, continuera à exiger des moyens à hauteur des enjeux, avec en premier lieu le combat contre les inégalités scolaires. **Revoir cette politique budgétaire et éducative sera au cœur de son engagement dans les mobilisations à venir et ce, dès le 12 novembre prochain.**

Pour la FSU, les représentants au CDEN,
Fabien CLAVEAU, Valérie DUPONT et Jonathan BOUDET

Fédération syndicale Unitaire du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél 04.73.31.24.83 ✉ fsu63@fsu.fr



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN